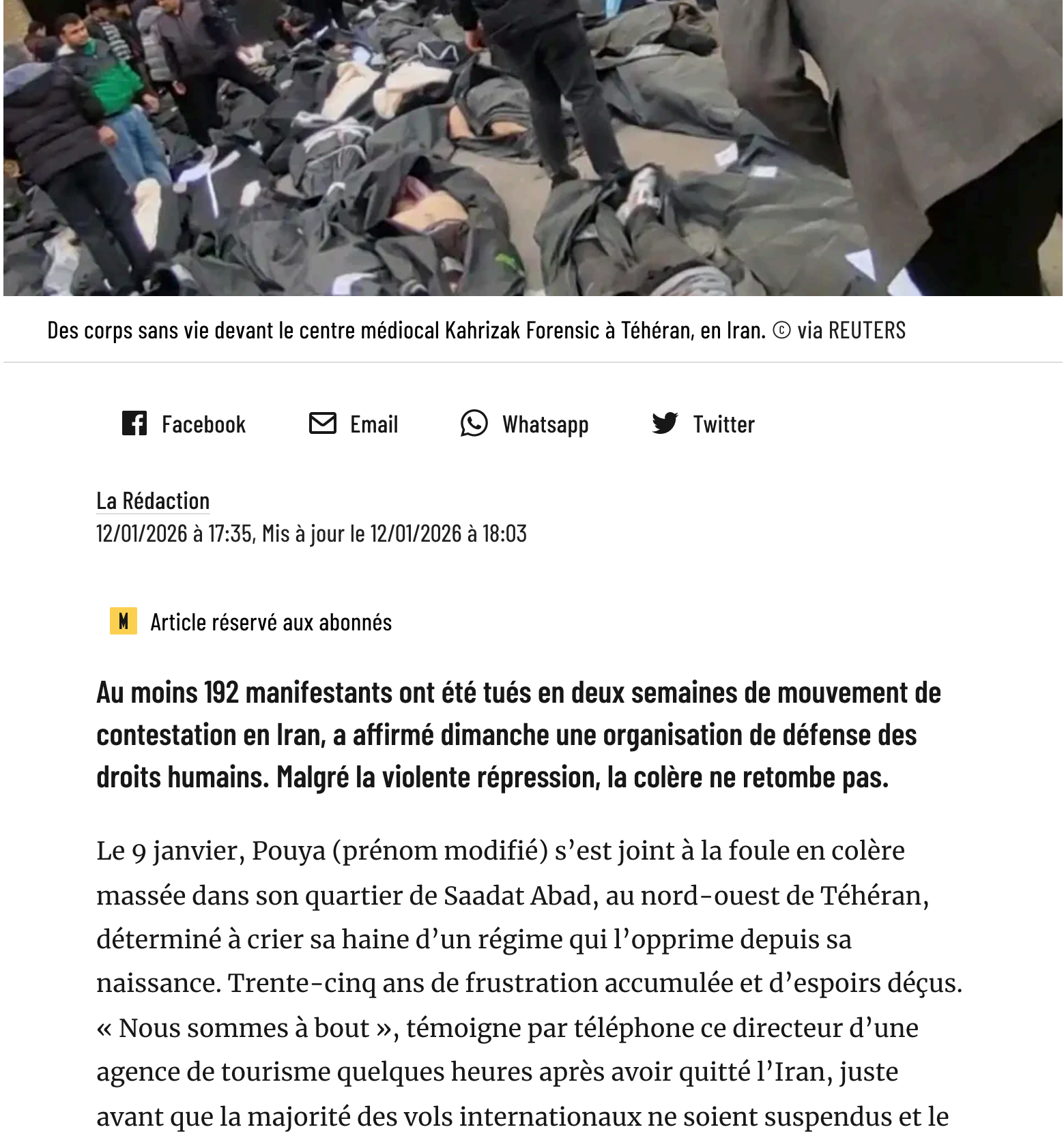


INTERNATIONAL

Répression en Iran : « Les forces de l'ordre ont mitraillé la foule avec des armes de guerre»



Des corps sans vie devant le centre médical Kahrizak Forensic à Téhéran, en Iran. © via REUTERS

Article réservé aux abonnés

Au moins 192 manifestants ont été tués en deux semaines de mouvement de contestation en Iran, a affirmé dimanche une organisation de défense des droits humains. Malgré la violente répression, la colère ne retombe pas.

Le 9 janvier, Pouya (prénom modifié) s'est joint à la foule en colère massée dans son quartier de Saadat Abad, au nord-ouest de Téhéran, déterminé à crier sa haine d'un régime qui l'opprime depuis sa naissance. Trente-cinq ans de frustration accumulée et d'espoirs déçus. « Nous sommes à bout », témoigne par téléphone ce directeur d'une agence de tourisme quelques heures après avoir quitté l'Iran, juste avant que la majorité des vols internationaux ne soient suspendus et le pays plongé dans un black-out numérique. « Depuis trop longtemps, nous subissons la corruption de nos dirigeants qui s'engraissent pendant que le peuple meurt à petit feu, nous privant au passage de nos libertés fondamentales. Nous ne pouvons plus reculer : les Mollahs doivent dégager. » Ce jour-là, raconte-t-il, des milliers de manifestants ont pris d'assaut la place Tehrani Moghaddam avant d'incendier le poste de police adjacent.

« Il y avait des jeunes, des personnes âgées, des hommes et des femmes. Les forces de l'ordre se sont retirées sur le toit de la mosquée avant de mitrailler la foule avec des armes de guerre ». À ses côtés, deux personnes s'écroulent pendant que des hommes masqués incendient une banque. Pouya y voit l'œuvre de Bassidjïs en civil, les miliciens du régime ; un acte de sabotage destiné à nourrir les propos du Guide suprême iranien, l'ayatollah Ali Khamenei, qui a qualifié les manifestants de « vandales » pour mieux les réprimer. Quelques heures plus tard, le trentenaire apprenait la mort d'un de ses oncles, abattu alors qu'il avait rejoint les contestataires dans un autre quartier de la capitale.

La plupart des victimes seraient des jeunes âgés de 18 à 23 ans

Alors que les informations ne parviennent qu'au compte-goutte, les organisations de défense des droits de l'homme redoutent un massacre à huis-clos d'une ampleur inédite depuis l'instauration de la République islamique en 1979. Selon plusieurs sources concordantes, le nombre de manifestants tués depuis le début de la contestation, entamée le 27 décembre, dépasserait les 2000 morts. Des informations non vérifiées à ce stade. Des vidéos émergent de chambres mortuaires tapissées de cadavres enveloppés dans des housses funéraires, transmises à l'aide d'un terminal Starlink alors que le gouvernement a coupé internet et les lignes téléphoniques fixes et mobiles dans tout le pays. Une autre, terrible, montre des familles qui tentent d'identifier les corps de leurs proches à travers un écran à l'institut médico-légal de Kahrizak, au sud de Téhéran. Des centaines de cadavres jonchent les abords du bâtiment, entre lesquels errent des vivants dévastés. Des témoignages sur place laissent également présager d'un carnage.

À lire aussi • « Un mégalomane brillant mais dangereux », « jaloux de sa femme » : Pourquoi le Shah d'Iran s'est effondré

Les parents de Rubina Aminian, une étudiante de 23 ans à la faculté Shariati de Téhéran, tuée d'une balle dans la tête par des forces gouvernementales le jeudi 18 décembre, ont déclaré avoir vu des « centaines de corps » en allant chercher celui de leur fille. La plupart des victimes étaient des jeunes âgés de 18 à 23 ans, abattus à bout portant d'une balle dans la tête. La clinique des accidents hôpitaux, centres de soins et même certaines cliniques vétérinaires est décrite comme extrêmement critique. Comme à Karaj et Shiraz, où le personnel fait état d'un besoin urgent de chirurgiens et d'ophtalmologistes, de sang et de médicaments, notamment de la morphine. Les blocs opératoires sont saturés et de nombreux blessés n'avaient pas encore été pris en charge dimanche.

À lire aussi • Qui était la princesse Ashraf Pahlavi, la « panthère noire d'Iran », disparue il y a 10 ans ?

Trump comme dernier espoir

La gronde a gagné jusqu'aux provinces les plus reculées du pays, comme le Sistan-Baloutchistan, au sud-est de l'Iran, l'une des régions les plus pauvres à majorité sunnite. Nous sommes parvenus à entrer en contact avec Roya, une enseignante à Zahedan qui a participé aux manifestations dès le premier jour. « L'armée s'est déployée dans toutes les artères principales. Des centaines de personnes ont été arrêtées, en majorité des femmes, ainsi que des enfants âgés de moins de 15 ans. Beaucoup ont été torturés », témoigne-t-elle sur messagerie cryptée grâce à un terminal Starlink. Depuis dimanche après-midi, même ces derniers ne fonctionnent plus qu'au compte-goutte, les autorités ayant vraisemblablement recours à des brouilleurs militaires pour étendre le black-out numérique aux connexions satellitaires.

Face à la férocité de la répression, les manifestants ont déserté les rues de Zahedan explique la jeune femme, qui fonde désormais ses derniers espoirs dans une intervention militaire américaine, alimentés par les menaces répétées de Donald Trump de « frapper durement » la République islamique si les protestataires sont réprimés trop brutalement. « Nous n'avons plus rien à perdre, estime-t-elle. C'est notre dernière chance de nous débarrasser de ce régime qui est prêt à nous massacrer jusqu'au dernier ».

Reza Pahlavi en appelle à une intervention des États-Unis

Pour lui porter le coup de grâce, Reza Pahlavi en appelle lui aussi à une intervention des États-Unis. Depuis son exil américain, le fils de l'ancien Shah d'Iran, renversé lors de la révolution de 1979, se pose en homme providentiel, clamant haut et fort qu'il est prêt à assumer le pouvoir. Galvanisé par l'ampleur de la mobilisation dont il s'attribue le succès, même si celle-ci a démarré avant ses appels à descendre dans la rue, autant que par certains slogans entendus dans les cortèges appelant à son retour. D'autres manifestants, au contraire, crient leur rejet d'un retour à la monarchie, scandant : « Mort au tyran, qu'il soit Shah ou mollah ». Si celui qui a quitté l'Iran à ses 18 ans représente aujourd'hui la seule force politique d'opposition véritablement structurée, dotée de moyens financiers importants et d'une armée de cybermilitants particulièrement efficace, son rétablissement reste une option profondément clivante. Donald Trump lui-même a pris ses distances, expliquant qu'il ne rencontrerait pas Reza Pahlavi « pour l'instant », estimant qu'une telle démarche n'était « pas appropriée à ce stade » pour un président en exercice.

La question est désormais sur toutes les lèvres : est-on à l'aube d'une révolution ? Ou s'agit-il d'une simple révolte, qui, comme les précédentes, sera bientôt matée par le pouvoir au prix d'un bain de sang ? Au 15e jour, la contestation ne semble pas faiblir. Jusque dans les cimetières où, entre les tombes fraîchement creusées, les appels à la vengeance se mêlent aux cris et aux larmes. Cette fois-ci, la colère semble avoir gagné l'ensemble de la société. Une convergence de luttes longtemps restées parallèles, qui portent en elles l'héritage du mouvement de 2009, né autour des accusations de fraude électorale et de corruption politique ; celui de novembre 2019, déclenché par la hausse brutale du prix de l'essence, et enfin celui de 2022, centré sur les libertés individuelles et le rejet du port du voile obligatoire.

Pour la première fois, on note la présence dans les cortèges de groupes sociaux jusque-là absents des grandes mobilisations précédentes, comme les commerçants du grand bazar de Téhéran, traditionnellement conservateurs, d'où est partie la fronde. Ce même bazar avait joué, en 1979, un rôle décisif dans la chute du Shah. Sur certaines vidéos, on observe également la présence inédite de femmes en tchador prenant à partie les forces de l'ordre. Des observateurs sont allés jusqu'à affirmer que des membres du gouvernement, notamment issus de l'aile réformiste, auraient fait une demande de visa pour la France - une information démentie officieusement par le Quai d'Orsay.

Beaucoup de familles sont réduites à fouiller les poubelles

« Toutes les couches de la population, toutes les communautés religieuses et ethniques ont rejoint le mouvement qui apparaît comme plus mûr et mieux expérimenté que les précédents », analyse l'activiste Shir Ahmad Shirani, directeur de l'organisation des droits de l'homme Haalvsh, qui estime que le régime se trouve aujourd'hui dans une impasse totale. « La République Islamique a dilapidé des millions pour financer ses proxys en Syrie, au Liban, en Irak, au Yémen ou en Palestine, rappelle-t-il. Les conséquences de ces politiques intérieures et extérieures erronées ont profondément bouleversé la vie quotidienne des 90 millions d'habitants du pays, au point que beaucoup de familles sont réduites à fouiller les poubelles pour trouver de quoi manger. » En un an, les Iraniens ont perdu près de la moitié de leur pouvoir d'achat et près des deux tiers de la population vivraient désormais sous le seuil de pauvreté, heurtant de plein fouet les promesses fondatrices de la République islamique qui avait juré de garantir l'égalité sociale, de soutenir les laissés-pour-compte, les blessés de guerre et les classes populaires. Aujourd'hui, ce sont précisément ces populations qui semblent ne plus se reconnaître dans le régime, nourrissant une rupture morale et sociale bien au-delà du seul désaccord politique.

« Cette fois, c'est différent », veut croire Sepideh Farsi

« Cette fois, c'est différent », veut croire Sepideh Farsi, évoquant également des fractures internes inédites. La réalisatrice iranienne rappelle que deux jours avant le début des manifestations, l'imam de la prière du vendredi à Machhad avait mis en garde dans son prêche contre de nouvelles émeutes si le régime ne parvenait pas à contenir l'inflation — un avertissement rare venant de l'intérieur du système, déjà fragilisé par les attaques israéliennes de juin dernier... Cette critique de la gouvernance a trouvé un écho inédit jusque dans les mots du président Massoud Pezeshkian, qui a reconnu publiquement qu'on ne pouvait plus systématiquement imputer les difficultés du pays à des ennemis extérieurs, appelant le gouvernement à prendre sa part de responsabilité. Reste un risque majeur : celui de voir cette colère populaire à nouveau confisquée.

L'histoire iranienne en porte les stigmates : en 1953, lorsque la CIA a contribué à rétablir le Shah sur le trône, puis en 1979, lorsque la révolution a été captée par les islamistes. Dans ce contexte, les mots de

Contenus sponsorisés

SUR LE MÊME SUJET

- INTERNATIONAL

Iran : Reza Pahlavi, l'espoir d'un prince
- INTERNATIONAL

Manifestations en Iran : les images choquantes d'un lourd bilan humain
- INTERNATIONAL

« Un mégalomane brillant mais dangereux », « jaloux de sa femme » : Pourquoi le Shah d'Iran s'est effondré

- INTERNATIONAL

En Iran, le fils du chah appelle les manifestants à prendre les centres-villes
- ROYAL BLOG

Qui était la princesse Ashraf Pahlavi, la « panthère noire d'Iran », disparue il y a 10 ans ?
- INTERNATIONAL

Manifestations en Iran : l'ayatollah Khamenei dénonce des « émeutiers » cherchant à « plaire au président américain »